

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 256 - VENDREDI 29 MAI 2015

PÂQUERETTE ORTHOGRAPHIQUE

Pascale Joannin (Fondation Robert Schuman)
l'autre soir sur Arte :
« En 2005, le mot "constitution"
a fait peur à certains. »
15 millions de NON, ce n'est pas "certains".
C'est CERTAIN !

AGENDA MILITANT

→ 30 mai
Grenoble [Des collages immédiats](#)

→ 30 mai - 8 juin
Île-de-France [13^e Biennale internationale des poètes](#)

→ 3-4 Juin
Paris [Gens de Gaza](#)

→ 5 juin
Paris [Cinéma et histoire des résistances au colonialisme](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Démocratie, pouvoir, liberté**
[Apprendre en marchant](#), D. Rallet

→ **Rencontres / à lire**
[Les Fusillés](#)

→ **Normandie**
[La chouette est de retour](#)

L'Europe se meurt

L'Europe ne tourne pas rond. On dirait qu'elle se meurt et c'est la troïka qui tient le fusil. Même le Premier ministre anglais, fraîchement élu, prévoit un référendum sur la sortie de l'euro. Rien ne va plus.

De notre fenêtre hexagonale, nous le voyons bien. Dix ans après la victoire du "non" au TCE en France, les raisons du désamour entre les peuples et les institutions européennes se sont décuplées. Le fossé est béant entre le dogmatisme néolibéral des instances de Bruxelles, la diplomatie entre des États volontairement soumis aux marchés financiers, d'une part, et les réalités sociales du grand nombre, d'autre part. Une colère chaude se répand au Sud, une colère plus froide, potentiellement porteuse de dangereux repli et d'autoritarisme ailleurs. La troïka s'assoit sur chaque dynamique qui remettrait en cause sa règle d'or.

Les Grecs ont voté contre l'austérité et pour l'amélioration des conditions de vie du grand nombre ? Qu'à cela ne tienne, la pression sur eux sera maximale. Menace immédiate sur les liquidités, menace ensuite de "Grexit". Dans une interview au quotidien allemand *FAZ*, la directrice générale du FMI, Christine Lagarde, a confié qu'une sortie de la Grèce de l'euro était une « possibilité », qui ne signifierait « probablement pas » la fin de l'euro. Nous savons qu'en Allemagne, ce scénario est étudié de près et qu'en France, Hollande porte l'eau de Merkel et non le fer pour soutenir Syriza. En menaçant Athènes, en envisageant un "Grexit", les dirigeants européens veulent faire une démonstration politique : le cap néolibéral, avec sa règle d'or et ses ajustements structurels, est non négociable. Il doit échapper à toute discussion, remise en question démocratique. Mais il se heurte aux résistances populaires.

Après la victoire de Syriza en Grèce, c'est du côté de l'Espagne que l'espoir se construit. *Podemos* réussit à bousculer les schémas traditionnels et à inviter la contestation de l'austérité et l'exigence démocratique dans le débat public comme dans les urnes. Dans quel pays européen cet élan populaire prendra-t-il la suite ? Pour l'heure, la cristallisation qui s'opère à l'extrême-droite aux quatre coins de l'Europe, et singulièrement dans notre pays, signale la tentation possible d'une solution mortifère. Face à la dislocation européenne, à cette Union qui ne ressemble plus qu'à un grand marché opposant les peuples les uns aux autres et harmonisant les droits et protections vers le bas, il faut opposer la politique et bâtir un horizon émancipateur pour le XXI^e siècle. Le temps presse.

● Clémentine Autain



La culture égalitaire face à l'islamophobie et à l'antisémitisme

Dans *Qui est Charlie ?*, Emmanuel Todd affirme la compatibilité entre l'islam et l'égalité. Face aux discours néo-républicains ou post-républicains, il met aussi en garde contre l'antisémitisme.



Qui est Charlie ? Sociologie d'une crise religieuse
Emmanuel Todd, Seuil,
mai 2015, 243 p., 18 €

Après avoir formulé sa vision, atypique, riche mais à notre sens critiquable de la mobilisation consécutive aux attentats des 7 et 9 janvier de cette année¹, Emmanuel Todd évoque successivement les discours et les approches des différents courants politiques - Front national, PS, Front de gauche -, avant de souligner les convergences possibles entre l'islam et la culture égalitaire, puis de formuler deux options contradictoires pour l'avenir.

Les ressorts du Front national et ses tensions

Emmanuel Todd évoque l'évolution de l'implantation électorale du Front national, d'une influence liée initialement à l'implantation de la religion catholique à une « assise géographique dans les régions qui firent la révolution française », c'est-à-dire vers le centre de l'Hexagone

et un ancrage ouvrier. C'est désormais en zone égalitaire que le FN trouve son ancrage idéal. Bien sûr, il ne fait pas de

Il est légitime que le discours antiraciste ait exprimé la volonté de reconnaître la "différence immigrée". Cependant, c'est l'absence d'une stratégie renouvelant l'approche universaliste et le déficit d'alternatives politiques égalitaires qui posent problème.

doute que ses électeurs sont motivés par « des sentiments inégalitaires », par « une volonté de rejeter vers le bas de la société, ou vers l'extérieur, des individus et des groupes perçus comme moins ou

pas français ». Cependant, Todd considère que ces mêmes électeurs sont « travaillés par un inconscient égalitaire » : évoquant les caractéristiques apparemment contradictoires de ces électeurs - à la fois hostile aux populations d'origine arabe et acceptant le mariage mixte -, il parle de « perversion de l'universalisme ». Concrètement, Todd rappelle qu'au « moment décisif de l'émergence du Front national dévalait aussi vers les milieux populaires français, venu des élites, un discours de tolérance totalement dysfonctionnel affirmant la nécessité de respecter la différence immigrée ». Ainsi, selon lui, « la combinaison de l'égalitarisme populaire et du multiculturalisme des élites avaient réuni, au début des années 1980, les conditions d'une cristallisation pathologique. Le produit chimique sorti du tube à essai fut le vote FN ».

Le caractère iconoclaste de cette analyse ne doit pas nous empêcher d'en tirer quelque chose : bien sûr, ●●●

¹. Lire notre dossier : « Todd, l'égalité et l'inégalité dans la France de l'après-Charlie », ici : <http://www.cerisesenligne.fr/article/?id=4932>

●●● il est à notre sens parfaitement légitime que le discours antiraciste ait exprimé la volonté de respecter les choix de vie et les identités de chacun, donc de reconnaître la "différence immigrée" (reconnaissance que Todd critique, à tort donc selon nous) ; cependant, c'est l'absence d'une stratégie renouvelant l'approche universaliste et le déficit d'alternatives politiques égalitaires qui posent problème. À ce propos, l'auteur évoque trop peu le contexte économique et social dans lequel le FN a pu proliférer : chômage et précarité généralisés, mise en concurrence des salariés, opposition entre Français et immigrés... Mais il montre que le discours xénophobe est passé d'une focalisation sur les Arabes à une focalisation sur l'islam, étiquette religieuse qui selon lui peut être discriminée plus facilement que la première.

L'évolution engagée est assez désespérante : « *Autrefois, l'ouvrier communiste, plongé dans une société universellement alphabétisée, regardait vers le haut de la structure sociale. Il avait en ligne de mire une petite classe sociale supérieure dont il acceptait la culture mais contestait les privilèges économiques. Il marchait vers l'avenir. L'électeur du Front national voit au-dessus de lui la masse écrasante d'une classe moyenne définie par ses études. Il ne rêve plus d'accéder à son statut. Il regarde vers le bas, redoutant surtout de sombrer. Sa colère se retourne contre l'immigré* ». Après

avoir qualifié les grands partis de néo-républicains (indifférents ou hostiles à la question de l'égalité), Todd qualifie le FN de parti post-républicain dans la mesure où sa « *culture égalitaire* » (sic !) se combinerait à une idéologie ethnicisante et

Todd qualifie le FN de parti post-républicain, dont la « culture égalitaire » (sic !) se combinerait à une idéologie ethnicisante et xénophobe. Peut-on croire qu'il existerait une contradiction entre les dirigeants du FN, pétris d'une idéologie hostile à l'égalité et au rôle du peuple, et ses électeurs ?

xénophobe. Cependant, cette affirmation se heurte au fait que les dirigeants du FN sont pétris d'une idéologie hostile à l'égalité ainsi qu'au rôle du peuple, toujours considéré comme une masse informe appelée à suivre la voie du chef. De cette culture là de la direction du FN,

Emmanuel Todd parle trop peu. Au total, peut-on croire qu'il existerait une contradiction entre les dirigeants du FN, pétris d'une idéologie hostile à l'égalité et au rôle du peuple, et ses électeurs ? Todd évoque la « *tension (qui) s'accroît, au FN, entre une idéologie qui affirme un principe d'inégalité, d'infériorité de l'immigré, et une détermination égalitaire du vote* » : pour notre part, nous ne sommes vraiment pas sûrs que cette tension, qui serait un talon d'Achille du FN, existe. Autre chose est la récupération par le FN des thèmes anti-austérité, qui ne suffit pas à démontrer une soif d'égalité des électeurs frontistes.

Le PS et l'acceptation de l'inégalité
Todd situe le PS du côté de l'inégalité, d'un « *inconscient inégalitaire* » (avec sa conversion aux politiques néolibérales), y compris avec son différentialisme concernant les étrangers (contrepartie de la volonté affirmée de respect des différences). Il reconnaît « *sans nul doute des restes d'universalisme vrai, celui qui attend et exige l'assimilation pure et simple de l'étranger à la culture centrale, en tant qu'individu* ». A ce propos, on note l'usage de cette idée insupportable d' "assimilation", à laquelle nous opposons celle de métissage - mot que l'auteur semble ne pas connaître. "Exiger l'assimilation pure et simple", qu'est-ce, sinon imposer par la violence la rupture avec tout élément de la culture d'origine de la personne ? Parfois, ●●●

●●● des expressions faites pour marteler un point de vue sont franchement contreproductives, et problématiques. Ainsi, peut-on d'un côté déplorer l'absence d'une stratégie universaliste adaptée au monde contemporain, et de l'autre exiger « *l'assimilation pure et simple* » des immigrés à la culture centrale ?

Par contre, il est incontestable que la

« *gestion économique des socialistes* » constitue le « *frein principal à l'assimilation des enfants d'immigrés parce qu'elle interdit à beaucoup d'entre eux de se projeter pratiquement et mentalement dans un futur décent* ». De fait, « *le parti dominant de la gauche française ne se considère pas comme responsable du bien être et de l'avenir de cette par-*

tie de la population ». L'auteur en déduit que le PS est « *objectivement xénophobe* », dans la mesure où il « *ne désire pas vraiment l'entrée de tous les enfants d'immigrés dans la nation* ». Le FN, lui, est « *subjectivement xénophobe* » : « *il ne supporte pas l'existence d'une différence immigrée concrète* ». Ainsi, les deux xénophobies se nourrissent : « *La xénophobie objective de la politique économique maintient l'immigré, et surtout ses enfants, dans une différence visible. Elle nourrit donc sans relâche la xénophobie subjective de l'électeur du Front national, exaspéré par la « différence », par le « refus de s'assimiler » de l'étranger.* »

L'islamophobie et l'antisémitisme dans le même bateau moribond

Emmanuel Todd met en miroir l'incroyance religieuse généralisée, « *l'hostilité à l'islam, religion d'un groupe dominé* », la « *montée en puissance de l'antisémitisme dans ce groupe dominé* » et la « *relative indifférence du monde laïc dominant à la montée en puissance de cet antisémitisme* ». Dans un tel contexte, « *la définition de l'islam comme problème central de la société française ne peut qu'aboutir à un accroissement du risque physique, non pour la majorité des Français, mais pour les juifs* ». Le problème commun auquel sont confrontés les musulmans et les juifs est le suivant : si la culture égalitaire, qui considère que les hommes quels qu'ils soient ne sont pas différents, se délite, un « *climat religieux obsessionnel* » emboîte les ressentiments : « *islamophobie dans la population d'origine chrétienne [et nous ajoutons : et parmi les juifs], antisémitisme dans la population d'origine musulmane.* »

Emmanuel Todd évoque longuement le débat sur la circoncision en Allemagne, qui montre « *à quel point il est facile pour l'islamophobie de converger avec l'antisémitisme* ». Un tribunal décida en 2012 que la circoncision constitue une « *mutilation irréversible* » et que « *le droit d'un enfant à son intégrité physique prime sur le droit des parents* ». Le Parlement allemand dut voter en décembre de la même année une loi autorisant les minorités religieuses à pratiquer la circoncision. Cependant, le Parlement européen adopta en septembre 2013 une résolution invitant les États membres à prendre les mesures contre « *les violations de l'intégrité physique des enfants* » et à « *définir les conditions médicales, sanitaires et autres à respecter s'agissant des pratiques qui sont aujourd'hui largement répandues dans certaines communautés religieuses, telles que la circoncision (...)* ». Todd dénonce : « *Il est tout simplement stupéfiant que l'Allemagne s'autorise, moins de soixante-dix ans après avoir exterminé un million d'enfants juif, à se poser en juge de l'intégrité physique d'autres enfants juifs sur son territoire, avec une totale bonne conscience.* » Il en tire que l'« *attachement sincère des dirigeants du continent à la lutte contre l'antisémitisme n'est plus certain* ».

G. A.

L'impuissance du Front de gauche

L'électorat du Front de gauche est proche de l'État social à la française, ce qui signifie que s'il porte bien l'empreinte de l'assise ouvrière du PCF, il est marqué par les limites de cet État social : acceptation des inégalités et fractures territoriales, indifférence vis-à-vis du sort des populations immigrées (lire notre dossier de la semaine passée sur ce point). Pour Todd, le « *fondamentalisme républicain* » de Jean-Luc Mélenchon tourne à vide, et le Front de gauche est donc associé au fond inégalitaire qui marque des points. Cela renvoie aux difficultés, que nous abordons régulièrement dans *Cerises*, à intégrer pleinement les questions des quartiers populaires, de la lutte contre les discriminations, de la lutte contre tous les racismes, contre l'antisémitisme, et de la lutte contre l'islamophobie au cœur de la stratégie du Front de gauche.

Que faut-il voir, du côté des Français musulmans, pour avoir quelque chose à dire ? D'abord, que « *les musulmans de France n'existent pas* » : sauf la référence religieuse (où il existe une ●●●

●●● grande diversité de pratiques), tout différencie les musulmans entre eux : l'origine nationale, le niveau éducatif, le métier, la classe sociale... Ainsi, « *la diversité sociale est complète, rien à voir avec l'image fantasmée du jeune paumé des quartiers, dealer de drogue et toujours prêt à sombrer dans le terrorisme islamique* ». Il y a dix ans, Emmanuel Todd avait déjà montré le taux élevé de mariage mixte parmi les personnes d'origine musulmane. Il évoque cette fois « *la désintégration des cultures maghrébines* », citant les avancées de l'égalité des sexes : par exemple, « *la moitié des beurs d'origine algérienne vivent en union mixte* ». Le problème est que « *la rapidité et la violence du processus ont induit une importante désorientation psychologique* », et que les choix des classes dirigeantes de la stagnation économique et de la fragmentation sociale touchent de plein fouet une partie importante des quartiers populaires. Selon Todd, « *l'assimilation* » est en marche, mais elle a subi un coup de frein récent, qui peut être mis en regard d'un phénomène très large : « *l'écrasement économique et social des jeunes* ». L'oppression économique est différentielle : elle touche davantage les jeunes d'origine musulmane, l'islamophobie jouant le rôle de facteur aggravant d'un phénomène général puissant.

Que faire dans un tel contexte ? « *La négation hystérique de la valeur du religieux ne nous fera pas avancer. Ce qui fait précisément le plus défaut à la France, pays en crise métaphysique, c'est une incapacité minimale à réfléchir sereinement sur ce que la religion peut donner aux gens* ». Ainsi, « *Nous devons envisager la possibilité que l'islam contribue positivement, dans certaines circonstances et dans certaines de ses*

variétés, à l'équilibre psychologique des individus, à leurs bons résultats scolaires et à leur intégration réussie dans la société française. » S'il ne s'agit pas pour l'auteur d'« *imaginer une restructuration des banlieues par l'islam* », « *nous devons être bien conscients que l'anomie, beaucoup plus que le communautarisme, menace aujourd'hui les quartiers* ». Et de mettre en cause le « *laïcisme radical* », comme une « *nouvelle menace à la liberté de croyance* ». Ayant lu ceci,

**Pour Todd,
« c'est une évidence anthropologique que l'islam, une fois dissout l'élément antiféministe de la culture arabe, est, en vertu de son égalitarisme, hautement compatible avec l'égalitarisme » français. Il y a là aussi un enjeu politique décisif.**

on est consterné que l'auteur considère dans la suite du livre comme « *positive l'interdiction du foulard islamique dans les établissements scolaires* ». Peut-être s'agit-il de ne pas se déjuger par rapport à la position qu'il avait prise antérieurement ? Mais comment ne pas considérer que la loi en question relève précisément de l'hystérie xénophobe et islamophobe que Todd n'a de cesse de critiquer ?

Islam et égalité

Pour Emmanuel Todd, contrairement à l'idée commune, l'islam porte

une « *puissante valeur d'égalité des hommes* ». Avant d'aborder la question de l'égalité entre hommes et femmes, il évoque ainsi le fait que « *la famille arabe classique définit les frères comme égaux, tout comme les règles d'héritage exposées dans le Coran* ». Et de faire le lien avec la tendance politique qui, selon lui, domine largement dans le vote des personnes d'origine musulmane : vote largement marqué à gauche à 80 %, avec une forte proportion en faveur de la gauche de gauche. Selon Todd, l'aspiration égalitaire des musulmans tend aussi à s'exprimer au niveau planétaire (révolutions arabes). Problème, cependant : « *la famille communautaire endogame arabe, construite autour des principes de l'égalité et de la solidarité des frères, définit un universalisme restreint aux hommes.* » De fait : « *La représentation de la valeur par l'islam est un problème parce qu'elle exclut clairement les femmes.* » Cependant, et c'est là un motif d'espoir et, nous ajoutons, un enjeu politique important : « *c'est une évidence anthropologique que l'islam, une fois dissout l'élément antiféministe de la culture arabe, est, en vertu de son égalitarisme, hautement compatible avec l'égalitarisme du Bassin parisien ou de la façade méditerranéenne.* » Todd estime ainsi que la culture arabe et musulmane « *transformée pourrait bel et bien contribuer au rétablissement d'un véritable républicanisme en France* ».

Reste qu'il évoque un autre problème : la présence de l'antisémitisme dans les banlieues. Cet antisémitisme se distingue de celui des électeurs du FN, qui, lui, perçoit les juifs comme socialement inférieurs. Selon l'anthropologue, dans celui qui est présent dans les quartiers populaires, les juifs sont plutôt enviés, d'autant plus qu'à la différence ●●●

●●● des jeunes d'origine musulmane dont les repères culturels sont fortement mis à l'épreuve, la « *culture juive, elle-même différentialiste, permet si nécessaire un repliement communautaire efficace* ». Les perspectives sont sombres dans ce domaine : Todd est convaincu que « *Charlie (mais on ne sait plus de quoi parle l'auteur, ici...) a réussi, au terme d'une gigantesque partie de billard sociologique, à mettre en danger les Français juifs en maltraitant les Français musulmans. Et que, sous l'effet d'une politique économique insensible et cruelle, il va continuer de s'y employer* ».

Quel avenir ?

Avant d'envisager deux scénarios opposés pour l'avenir, Emmanuel Todd reprend enfin sa critique radicale du présent néo-républicain, qui constitue une « *République d'exclusion* » : « *L'omniprésence des mots laïcité et République, ces vingt dernières années, révèle le déclin du véritable sentiment républicain. Comme il est fréquent, la vérité s'avance masquée par sa propre négation. La néo-République, plus proche de Vichy dans son concept que de la III^e République, exige de certains citoyens un degré insupportable de renonciation à ce qu'ils sont. Le musulman, pour être reconnu comme un bon Français, doit ainsi admettre que blasphémer sur sa propre religion est une bonne chose. Ce qui revient à lui demander, en vérité, de cesser d'être musulman* ». Cette fois, on est loin de l'idée d'« *exiger une assimilation pure et simple* » ! L'auteur considère que l'obsession contre l'islam - dont nous avons

eu ces jours-ci l'illustration du côté de la présidence de l'UMP - et le « *discours laïciste frénétique* » sont beaucoup plus inquiétants que l'incrustation du vote FN dans les milieux populaires. On évitera pour notre part de procéder à un tel classement des urgences qui, d'ailleurs, se nourrissent réciproquement.

Deux options sont en lice, pour E. Todd : celle de la confrontation, avec l'accentuation de la lutte contre l'islam, la radicalisation de celui-ci, aboutissant à stimuler l'antisémitisme ; et celle de l'accommodement avec l'islam, impliquant que chacun puisse pratiquer librement sa religion.

La première voie évoquée par Emmanuel Todd est celle de la confrontation, avec l'accentuation de la lutte contre l'islam, la radicalisation de celui-ci, aboutissant à stimuler l'antisémitisme. Dans cette hypothèse, le discours laïc radical nous isole moralement de la plus grande partie des pays du monde. La seconde voie est celle de l'accommodement avec

l'islam. À propos du blasphème, il s'agit de considérer que le droit au blasphème est absolu mais que « *les citoyens français, musulmans ou non, qui considèrent que blasphémer sur la religion d'un groupe dominé est inutile et lâche ont le droit de le dire sans être accusés ni d'apologie du terrorisme, ni de ne pas être de bons Français* ». Sur ce qu'il nomme l'« *assimilation* » - terme problématique du fait notamment des différents sens, dangereux, qu'il porte, rappelons-le -, Todd la considère comme un horizon nécessaire, soulignant notamment que la multiplication spontanée des mariages mixtes produira une fusion progressive des groupes, et que l'égalité de statut de l'homme et de la femme en est une précondition. Cependant, « *n'envisager que l'assimilation ne doit pas conduire à une mise en application dogmatique et contre-productive des principes* ». Il cite alors la nécessité que chacun puisse pratiquer librement sa religion, ce qui, concernant les musulmans, veut dire avoir la possibilité de prier dans une mosquée : « *Nous devons accorder à l'islam ce qui a été accordé au catholicisme à l'époque de la laïcité triomphante.* » Considérant qu'au total, une aggravation est prévisible, il reste à Emmanuel Todd à évoquer « *l'arme secrète du nouveau républicain* », que nous ne dévoilerons pas ici afin d'inciter le lecteur à se faire un avis par lui-même.



Les jardins publics, déficitaires, vont fermer

L'étude commandée par le gouvernement à l'ancien communicant de la SNCF, Guillaume Pépy, est sans appel : tous les jardins publics devront fermer définitivement avant le 1^{er} juillet 2015. Ils sont en effet tous déficitaires. Adieu donc Parc floral de Vincennes ou Thabor à Rennes... Il faut admettre que certains lieux, comme La Colombière (Dijon) ou la Place des Vosges (Paris) cumulent des déficits depuis 1680. Les squares, avec HLM pour oiseaux ou œillets de poète, sont particulièrement concernés par ce PSAN (Plan de Sauvegarde de l'Activité Naturelle). Les cimetières seraient partiellement impactés : les concessions autogérées par les habitants, souvent flamboyantes, survivraient. Le bruit court que les baisers des amoureux, le bien-être des promeneurs, les rires des enfants, le sommeil des clochards pourraient être convertis en euros auprès de la Cour des Comptes.



Squares, voies et jardins non déficitaires

Le gouvernement a confié à Fleur Pellerin, Secrétaire d'État au Désert, le soin de fermer tous les robinets. « *Je suis ouverte à la négociation* », a-t-elle temporisé, laissant entrevoir un report de la fermeture au 15 août. La Secrétaire a dit pouvoir compter sur l'appui politique des Ministres de la Santé (hôpitaux déficitaires) et des Eaux usées (égouts déficitaires). La Ministre de l'Éducation nationale a de son côté suggéré la suppression du latin pour nommer les fleurs et la fermeture des jardins à l'allemande. Le Ministère des Armées, sur la défense, a proposé de vendre les bancs. L'idée de confier les Parcs et Jardins Publics

au privé, moyennant un droit d'entrée et une rentabilisation commerciale de l'espace, fait son chemin.

En cause ? La gratuité des lieux publics. « *Il faudrait que les jardins excédentaires financent les jardins déficitaires, mais nous n'avons aucun jardin sans trou* », a déclaré Guillaume Pépy. L'ex-déficitaire de la SNCF semblait regretter les nids de poules faits sur des routes par les bus diesel ayant remplacé les trains. Certains le disent toujours scotché au temps du refus de remplacer les trains Intercités par des rames TGV de 1^{ère} génération. « *Ces rames, excédentaires, permettent, sans travaux pharaoniques, de relever la vitesse, de diminuer les temps de trajet et de dynamiser l'économie locale* », avaient pourtant déclaré des experts du service public.

Le décret sur les Parcs et Jardins promulgué, les marchands de glaces et de sandwiches, les forains, les marionnettistes, les horticulteurs, les sculpteurs, les fabricants de graviers, les fournisseurs de petits bateaux et de râtaeux, les musiciens, les poseurs de grilles, les paysagistes... qui se nichaient dans les jardins publics, vont alors pouvoir creuser leur propre trou.



● Philippe Stierlin

Le 22 mai 2015, l'Irlande a été le premier pays du monde à décider par référendum d'ouvrir le mariage aux couples homosexuels, avec un taux de participation supérieur à 60 % et 62 % de oui. Pendant ce temps, l'Église de France reste (à) droite dans ses bottes et les veilleurs de la prétendue "Manif pour tous" crachent toujours sur les pédés.



● **Forte mobilisation à l'hôpital.** Nouvelle grève et grosse manifestation ce jeudi 28 mai... la mobilisation parmi les 75 000 agents de l'Assistance publique des hôpitaux de Paris (AP-HP) prend de l'ampleur. Ils s'opposent au projet de réforme des 35 heures. Soutenu par le gouvernement, le directeur général de l'APHP, Martin Hirsch, entend procéder à une réorganisation pour « s'adapter aux nouveaux modes de prise en charge » et prétend sans rire « améliorer les conditions de travail »... tout en faisant 20 millions d'euros d'économies par an. Actuellement, le manque de personnel conduit à ce que les agents cumulent les heures sur des comptes épargne temps. La direction de l'APHP entend rogner sur ces heures afin de ne pas avoir à les payer. Les agents et leurs syndicats dénoncent la préparation d'un nouvel accroissement de la charge de travail, dans des établissements déjà sous pression. Signe de durcissement du conflit, la démission de Martin Hirsch, est devenu l'une des exigences les plus entendues. Vu l'état de délabrement des hôpitaux, nul doute que le grand public soutient ce mouvement d'intérêt public !

● **Pour un antiracisme politique.** Dans l'esprit du forum Reprenons l'initiative, du 9 mai dernier, un collectif

réunissant des universitaires, des associatifs, des intellectuels et des militants antiracistes démonte, dans une tribune, les faux débats autour du terrorisme, de la République, de la laïcité, etc. Le collectif appelle à un « antiracisme refondé » : « Être antiraciste, ce n'est (...) plus seulement lutter contre le Front national ; ce n'est pas uniquement récuser les stéréotypes raciaux qui alimentent les discriminations systémiques. C'est aussi combattre les politiques qui racialisent la société française. Qu'on n'aille pas dire que cet antiracisme nous éloigne des problèmes de classe, comme si la "question raciale" occultait la "question sociale". Les discriminations fondées sur l'origine ou l'apparence redoublent les inégalités socio-économiques. Surtout, les opposer, c'est tomber dans un piège. De même que l'Union européenne, c'est aussi "l'Europe forteresse", de même, les politiques néolibérales s'accompagnent en France et ailleurs d'un racisme d'Etat : on monte les uns contre les autres, les "classes populaires" contre les "racisés", comme si ceux-ci n'appartenaient pas, en majorité, à celles-là. » Lire la tribune ici http://www.liberation.fr/societe/2015/05/21/pour-un-antiracisme-politique_1313970 . Rejoindre les signataires sur ce site : <http://reprenons.info/manifeste-pour-un-antiracisme-politique/>

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

